

# JEUNES ENTRE SÉGRÉGATION ET INTÉGRATION SOCIALE MOUVEMENTS, ADAPTATIONS

**L**ES INTERROGATIONS sur la jeunesse taraudent le corps social en profondeur. Elles affleurent régulièrement à la surface de l'actualité, sans toutefois être résolues, et se replient comme pour attendre une occasion enfin favorable d'être considérées avec rigueur. Le statut de l'image des jeunes a profondément changé : « *ils sont les enfants de notre société alors que nous étions les enfants de nos parents* »<sup>1</sup>.

En faisant irruption sur le devant de la scène politique et médiatique aux Minguettes en 1981, ils ont déclenché une cohorte d'actions publiques dont la politique de la ville a constitué le cadre général par la suite. Quinze années après, si cette politique de la ville peut se prévaloir d'un bilan positif dans certains domaines, il semble qu'elle n'ait pas beaucoup progressé dans sa capacité à prendre en compte leur malaise. Elle se situe toujours en tension entre la difficulté d'adapter ses interventions auprès des jeunes, et de certains plus particulièrement, et une gestion passive de l'enchevêtrement des représentations de la jeunesse sans pouvoir imposer un référentiel nouveau.

D'un point de vue général la situation des jeunes dans la société française s'est nettement dégradée depuis dix ans. On assiste à un retour de la pauvreté. Entre 1984 et 1994 le nombre de jeunes en dessous du seuil de pauvreté a doublé<sup>2</sup>, et passe de 9 % à 18 % tandis que le nombre total de pauvres reste à peu près stable. En situant cette évolution dans un contexte où une famille nombreuse sur cinq est pauvre ainsi qu'une famille monoparentale sur trois, on prend la mesure de la situation de certains quartiers qui concentrent les différentes catégories.

**Pourtant la situation des jeunes est loin d'être homogène.** Tous les travaux récents ou en cours mettent à jour sa diversité, sa complexification et ses aspects de plus en plus souvent contradictoires.

Dans ce contexte ce Cahier a cherché à identifier des questions telles qu'elles émergent sur différents terrains (associations, professionnels, élus, chercheurs) puis de poursuivre les pistes qui nous sont apparues les plus révélatrices des approches actuelles ou les plus fécondes pour l'avenir. Ce faisant, le résultat est partiel. Par souci de ne pas se perdre dans l'immensité d'un sujet aux contours indéfinis, il ne rend pas compte de questions importantes : le rapport à l'école et à la formation, les questions de santé, les problèmes de logement, la situation particulière des filles, l'errance, la violence... Il permet cependant de mettre à jour quelques aspects particuliers de la problématique des jeunes et de l'intervention publique qui les concerne.

**La recherche d'adaptation des interventions demeure encore l'objectif principal des acteurs les plus mobilisés.** L'enjeu reste toujours de savoir être présent dans les lieux et à des heures où les jeunes sont en face d'interlocuteurs. Il s'agit de reprendre l'initiative pour reconquérir une crédibilité nouvelle et lutter contre la désaffection qui frappe les offres éducatives et socio culturelles classiques.

Dans certains lieux on cherche à faire correspondre le travail d'animation avec des rythmes temporels particuliers (samedi soir, dimanche, la nuit). Dans d'autres on a recours à des approches partenariales pour augmenter l'efficacité d'ensemble des réponses sur un territoire donné, dans le but de moins exclure ceux qui ne tiennent pas avec les réponses ordinaires. On cherche aussi à mobiliser au bénéfice d'actions délicates des personnalités issues de l'environnement des jeunes sur la base d'une légitimité et d'un statut déjà reconnus socialement.

Ces approches différentes, qui suscitent parfois le débat, partagent le même souci de ne pas se laisser neutraliser par la crise. Elles se situent moins dans une logique de dénonciation que dans une logique de l'implication à travers une présence active au quotidien. Marqués d'un pragmatisme certain, voire de modestie, elles sont loin des approches péremptoires et triomphalistes qu'on a pu observer dans le passé.

**De son côté, la recherche permet de mettre à jour l'effet de brouillage des représentations des jeunes dans le système social général.** Pas plus la catégorie « jeunes en difficultés » que la catégorie « jeunes » en général ne sont opératoires. Ces impossibles définitions ne faisant que renvoyer à la difficulté de savoir caractériser aujourd'hui de manière indubitable la situation et les attributs de l'adulte intégré. Les jeunes sont pris dans un mouvement général de fractionnement social qui produit de nombreux sous-groupes autocentrés, plus ou moins démunis de possibilités, et d'intérêts, à entrer en relation avec d'autres.

Par des voies différentes, les multiples interventions publiques parviennent à contenir le risque social qu'elles identifient du côté de la jeunesse. Certaines ont misé sur la négociation et la participation, d'autres sur la dissuasion et l'affirmation de l'autorité, d'autres encore sur le soutien à « l'innovation » et au « projet ». Malgré les années et les expériences aucune piste ne s'est vraiment imposée. On continue d'osciller au gré des événements entre le recours à la force, le soutien éducatif ou la stimulation de la responsabilité.

Quelle qu'en soit la forme, la puissance publique continue d'adresser un message implicite aux jeunes leur indiquant que leur intégration sociale passe principalement par l'utilisation des services qu'elle déploie à cet effet. La rétractation des jeunes vis-à-vis de ces offres, ou leur détournement, ne marque pas qu'une passivité ou une impuissance sociale. Elle rencontre également l'existence d'expérimentations qui parviennent à se développer dans les « trous » ou à partir de la segmentation des interventions institutionnelles. Les producteurs et gestionnaires de dispositifs ne voient bien que ce qu'ils connaissent. Ils éprouvent des difficultés à se situer face à ces nouvelles formes d'inscriptions sociales qui entrent encore souvent en collision avec les logiques qu'ils fournissent de leur côté.

Cette capacité à produire des compétences à partir de l'expérience de la précarité, à les faire reconnaître socialement et à les mobiliser au bénéfice d'une inscription réelle et négociée dans les différents niveaux de l'espace public, constitue pour les jeunes et leurs interlocuteurs l'enjeu majeur de la situation actuelle. ■

**Gilbert BERLIOZ,**  
Louis Dubouchet consultants

1. Daniel PENNAC, *Comme un roman*, Gallimard 1992

2. INSEE 1996



# QUELQUES QUESTIONS À PROPOS DE L'INTERVENTION DU FAS EN DIRECTION DES JEUNES

## ENJEUX ET LIMITES

### ... LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS

Des recherches récentes et en cours l'attestent, les situations s'avèrent fortement contrastées en fonction des configurations locales dans lesquelles elles s'inscrivent, sur le plan du cadre bâti et des équipements collectifs, de la composition des populations, du tissu associatif et des politiques locales. Les jeunes en surnombre sont particulièrement affectés par l'accumulation des « handicaps » (échec scolaire, chômage, problèmes familiaux etc.), ce qui expliquerait leur implication dans la délinquance et le milieu de l'illicite. Pourtant, ils constituent des sous-groupes aux caractéristiques plus ou moins accentuées. À cet égard les rapports de sexes et de générations laissent apparaître des différenciations significatives. Associées à la prise en compte de la diversité des trajectoires (résidentielles, scolaires, migratoires...) et des carrières déviantes, ces variables permettent de procéder à une analyse fine de ces sous-groupes et des conditions de passage de l'un à l'autre...

En conséquence, l'analyse de la construction sociale de ces catégories constitue un préalable. Et cela pour des raisons qui sont aussi d'ordre pratique. Les usages de ces catégories engendrent des effets non négligeables sur les populations, de domination et de stigmatisation, d'assignation territoriale et de réputation. Paradoxalement, les agents de l'État et les acteurs locaux contribuent aux phénomènes contre lesquels ils sont censés lutter. Les phénomènes de mauvaise réputation mettent parfois plus à l'écart qu'une courbe de chômage ou de délinquance !

La sortie en 1995 de nombreux films sur les « cités de banlieues » (*La Haine* de M. Kassowitz, *État des lieux* de J.-F. Richet, *Rai* de T. Gilou, *Krim* de A. Bouchala, *Bye Bye* de K. Dridi, *Panne de sens* de M. Chibane déjà auteur de *Hexagone*) a valeur d'indicateur du caractère central de ces enjeux d'images. Chacun de ces films s'inscrit dans une démarche qui lui est propre, sans qu'on puisse y voir un mouvement esthétique. Par contre, ce qu'ils ont en commun, c'est de mettre en scène moins une galerie de portraits-types que de nouveaux personnages, de restituer moins un discours qu'un son où se lient jeux de langages et de musiques (et pas seulement le rap), d'aborder moins un « problème de société » que des situations concrètes. Ces « banlieues-films » posent la question d'un autre type de représentation que celui fabriqué quotidiennement par les télévisions et la presse (locale et nationale). **Quelle image renvoyer des cités, des jeunes qui y habitent**, des rapports qui s'y nouent avec la police et les autres institutions ? Et ce, **sans participer à leur stigmatisation** ? Question d'autant plus aiguë lorsque les images constituent plus encore qu'une « culture », au sens d'un système de valeurs et de normes incorporées, un ensemble de repères actualisés dans les situations les plus ordinaires, de la mise en scène des corps et des échanges à l'avenir rêvé. Mais entre représentations et images, l'opposition est-elle aussi tranchée ?

### ANALYSER L'EXPÉRIENCE SOCIALE DES JEUNES

Répondre précisément passe par l'analyse de l'expérience sociale des jeunes et des habitants des quartiers populaires. Ainsi, là où il est beaucoup question de revendications identitaires ou de repli communautaire, cette analyse conduit certes à souligner la force des liens des fratries mais aussi la fragilité des solidarités. Là où l'on prête à l'islam des vertus fédératrices, voire un rôle d'alternative face aux défaillances des politiques locales, les choses apparaissent nettement plus complexes sur le « terrain ». Certains indices attestent de l'émergence des jeunes musulmans comme « acteurs », mais d'autres témoignent du taux relativement faible de pratiquants parmi les jeunes « beurs ». La faillite des transmissions familiales s'accompagne non sans paradoxe de pratiques religieuses qui sont de l'ordre de la conversion. Par contre, on ne peut nier - sauf à se rassurer à bon prix - que le racisme et l'injustice sont au principe d'une expérience qui alimente l'ethnisation de la vie sociale et le renversement des stigmates.

De même, là où l'image des « cités de la drogue », du « deal » comme modèle de réussite alternative à l'école, de la banalisation de la consommation de « drogues douces » s'est propagée depuis peu, l'analyse conduit certes à mettre en relief l'organisation de réseaux de trafics locaux, mais aussi les limites de ce qui se présente d'abord comme une économie de survie aux positions lucratives limitées face aux processus de précarité, le prix fort qu'elle implique en termes d'intervention policière, de santé publique et individuelle, de réputations. Il ne faudrait pas non plus perdre de vue que la désignation des quartiers réputés « sensibles » comme supermarché de produits stupéfiants (cannabis et héroïne principalement) laisse dans l'ombre ses ramifications dans les lieux de la centralité et parmi des jeunes de « bonne famille ».

Reste la question de fond, d'ordre politique. S'il peut sembler imprudent de généraliser au regard de la diversité des situations locales, divers indices autorisent un certain pessimisme. La faible visibilité des formes d'intervention publiques du point de vue de ceux auxquels elles s'adressent, la mise en sommeil des politiques de prévention imposée par des considérations électorales ou des contraintes budgétaires au profit d'un renforcement du contrôle policier, mais aussi le manque de renouvellement des acteurs et les blocages qui limitent leur action, laissent présumer une aggravation des situations de désaffiliation dans les quartiers populaires et la stigmatisation des populations qui y vivent. Aux limites des politiques sociales s'ajoutent celles des politiques culturelles destinées à des « publics » hétérogènes. L'instrumentalisation des engouements successifs des nouvelles générations (graffs, danse, rap, basket, skate...) dans des dispositifs adéquats rencontre des limites évidentes. La politique du pire serait-elle la seule issue ? On pense alors au final de *La Haine* : « L'important, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage ». ■

Michel KOKOREFF,  
Université de Lille I, Lastree-IFRESI

**L'**IMAGINATION transforme le mépris en haine tout autant pour celui qui méprise que pour celui qui est méprisé.

De qui parle-t-on quand on parle des jeunes ? D'une notion assez paradoxale. D'une part, la classe d'âge concernée est de plus en plus large puisqu'elle comporte à la fois des jeunes de plus en plus jeunes (six ou huit ans) et des jeunes de plus en plus vieux (au-delà de vingt-cinq ans) ; d'autre part, le groupe auquel on pense est de plus en plus étroit puisque l'équation réductrice « jeunes = banlieues = exclus = délinquants = arabes = musulmans = islamistes = terroristes » est celle qui fonctionne dans l'imaginaire et le langage communs. Quant aux dénominations de « franco-maghrébins », « beurs et beurettes », « français d'origine », ne s'agit-il pas de la traduction en apparence aimable d'une discrimination qui s'installe durablement ?

### EN QUOI LA QUESTION DES « JEUNES » CONCERNE-T-ELLE LE FAS ?

Le FAS a-t-il une égale légitimité d'intervention à l'égard de chacune de ces trois catégories : jeunes immigrés, jeunes étrangers, jeunes français ?

Le FAS est chargé d'accompagner, de faciliter l'intégration des travailleurs immigrés et de leurs familles. La catégorie « jeunes » dont on parle est de moins en moins immigrée et étrangère et de plus en plus française ; quant à ceux qui n'ont pas encore la nationalité française ils l'acquerront ultérieurement pour la plupart.

Quel sens cela a-t-il que le FAS se préoccupe de ces jeunes ?

Cela ne conforte-t-il pas le positionnement discriminatoire en cours dans l'inconscient collectif de la société française qui fait qu'un certain nombre de jeunes français ne sont pas reconnus comme français à part entière c'est-à-dire en égalité absolue dans les faits, de droits, de reconnaissance, d'identité, de citoyenneté.

On peut se demander aussi si le fait religieux qui est sans arrêt ramené sur le devant de la scène comme phénomène explicatif des difficultés d'intégration n'est pas un masque pour éviter de nommer ce qui fait problème. Car ce qui fait problème à la société française, de manière aussi, sinon plus, insupportable à affronter que la crise économique et le chômage, c'est la nécessité de changer de regard, de quitter le positionnement d'indifférence ou de mépris qui a fonctionné vis-à-vis des parents immigrés ou anciens colonisés pour reconnaître

comme citoyens à part entière, à égalité de droit dans les faits ces jeunes Français qu'il serait temps de ne plus affubler de l'étiquette « d'origine ... ».

Si l'on admet que ces hypothèses sont judicieuses, alors, le FAS ne peut s'emparer légitimement de cette question qu'à titre provisoire et, dans ce cas le FAS doit plus que jamais se limiter à aider à l'émergence d'une problématique puis renvoyer aux services de « droit commun ». En tout état de cause, les questions soulevées ne sont pas seulement d'ordre social, éducatif, pédagogique. Elles relèvent de valeurs politiques à traiter au plus haut niveau de responsabilités.

### LA QUESTION DES JEUNES CROISE-T-ELLE LA QUESTION DE LA VIOLENCE ?

S'agit-il de nous interroger sur des questions de socialisation, d'éducation, de formation etc. ... d'enfants, d'adolescents, de jeunes adultes de toutes catégories sociales pour leur permettre d'accéder dans de bonnes conditions à leur vie d'adulte ? Là encore, il ne s'agit pas de cela. On a l'impression que poser la question « des jeunes » ramène aux seules exigences du colmatage de la violence dans les banlieues, la jeunesse étant globalement ressentie comme un groupe dangereux, déviant. S'il ne s'agit pas de nier l'existence réelle de comportements violents de la part de certains et s'il est nécessaire de nommer « violence », « déviance », « crime » ce qui en relève quel qu'en soit l'auteur, encore faut-il s'interroger sur leur sens et les considérer comme une manifestation individuelle et/ou collective à interpréter.

Comment interpréter ces manifestations de violence qui s'expriment soit sous forme de passages à l'acte brutaux et spontanés, soit sous forme de passages à l'acte organisés et pensés y compris pour les plus graves dans le cadre de mouvements terroristes ?

Ne pourraient-elles pas être analysées comme l'expression balbutiante d'un « mouvement social », - certes déviant mais porteur de sens -, qu'il conviendrait de décoder d'abord, d'aider à évoluer vers des formes démocratiques de revendication ?

Par exemple, en 1995, tous les analystes ont été d'accord pour reconnaître que s'est déroulé en France un grand mouvement social. Les grèves de novembre et décembre ont été un modèle du genre, presque une sorte de « musée vivant » de pratiques revendicatives selon des formes traditionnelles en jeu depuis une centaine d'années dans la société française.

Par contre, personne n'a jamais parlé à propos des



4



5

